

OUVERTURE DU SALON DE L'ÉLEVAGE ET DU MACHINISME AGRICOLE

La filière lait se cherche toujours

Classée au troisième rang mondial en matière d'importation de lait et produits laitiers, l'Algérie peut-elle prétendre développer la filière lait en souffrance depuis plusieurs années ?

Nawel Imès - Alger (Le Soir) - C'est la question que se posent les professionnels du forum interprofessionnel du lait et des produits laitiers organisé en marge du neuvième Salon international de l'élevage et du machinisme agricole qui s'est

ouvert hier à la Safex. L'industrie laitière n'arrive à couvrir, actuellement, qu'environ 40% des besoins nationaux et fonctionne essentiellement sur la base de matières premières importées qui sont reconstituées. Pour des rai-

sons multiples, la filière ne s'est pas développée et la collecte de lait cru continue de poser plusieurs problèmes. Les différents acteurs de la filière exposeront leurs difficultés demain à l'occasion de la conférence qu'animera le ministre de l'Agriculture.

La problématique principale soulevée concerne la question cruciale de la contribution de la filière à la sécurité alimentaire.

Les fluctuations du prix de cette denrée sur le marché international ont des conséquences sur la production nationale du lait sans oublier sa rareté.

Une situation qui pousse les pouvoirs publics à inciter les professionnels à réduire, à long terme, l'importation du lait avec à terme un système de régulation qui mettra fin aux crises répétitives qui ont opposé pouvoirs publics et transforma-

teurs de lait en poudre. La mise en place de l'Office du lait avait été présentée par le ministère de l'Agriculture comme la solution aux problèmes de la filière.

Une option qui ne fait pas l'unanimité chez les professionnels qui continuent de se plaindre des dysfonctionnements qui empêchent tout décollage effectif de la filière. Le ministre devra également

écouter les doléances de la filière avicole qui tient également son forum en marge du Salon. Les professionnels de cette dernière estiment que si la productivité a baissé de 40%, les raisons sont multiples. Ils évoquent la démonopolisation de la filière et la hausse des prix sur le marché international qui ont précipité la destruction de la filière.

N. I.

FINANCEMENTS EUROPÉENS POUR L'ALGÉRIE

La capacité d'absorption risque de poser problème

La capacité de l'Algérie à absorber les importants financements européens risque d'être problématique. Par ailleurs, l'érosion des avantages commerciaux dévolus à l'Algérie, sa réglementation normative inadaptée et la faible attractivité des investissements directs européens marquent au fer rouge la coopération économique entre l'Union européenne et notre pays.

Chérif Bennaceur – Alger (Le Soir) - Dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne signé en 2005, l'Algérie a bénéficié d'importants financements communautaires de programmes coopératifs. Cela dans le cadre de l'instrument financier euro-méditerranéen Meda et l'instrument financier de voisinage. Certes, les financements européens Meda ont été «bien absorbés» quoique «avec une lenteur normale», dira l'ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Algérie, M^{me} Laura Baeza. M^{me} Baeza s'exprimait hier à la Résidence El-Mithak à Alger, lors d'une conférence de presse en marge du séminaire de lancement du Programme d'appui à la mise en œuvre de l'Accord d'association (P3A).

L'enjeu de l'absorption des financements

En outre, l'Algérie bénéficie, depuis 2007 et sur trois ans, d'une enveloppe de 220 millions d'euros allouée pour la modernisation de plusieurs secteurs d'activité (services des finances, transports, ressources en eau, mise à niveau des petites et moyennes entreprises...). A cette enveloppe, s'ajoutent des financements communautaires dans le

cadre du P3A de l'ordre de 10 millions d'euros sur la période 2009-2010 et éventuellement de 24 millions d'euros pour la période 2011-2013. Ces financements serviront à financer, sur demande, de manière ciblée, souple et à long terme, les actions de coopération et de transfert de l'expertise publique européenne et de l'acquis communautaire, au profit des administrations algériennes impliquées dans la mise en œuvre de l'accord d'association. Cela outre une enveloppe budgétaire européenne de l'ordre de 5 millions d'euros qui pourrait servir au financement d'actions ponctuelles, d'une durée de quelques jours, en termes d'assistance technique et d'échange d'informations. Or, l'Algérie risque de ne pas absorber ces nouveaux financements dans la mesure où l'Union européenne a adopté une nouvelle réglementation budgétaire. «Très contraignante», selon M^{me} Baeza, cette réglementation risque d'alourdir le rythme de décaissement et de dépasser les délais fixés à 3 ans. Confrontée à cette difficulté, l'administration publique algérienne saura-t-elle être au rendez-vous, en ciblant ses demandes d'expertise et en consommant bien les financements dont elle est destinataire ? Le P3A sera-t-il

conforté par des actions concrètes ? Une double question pertinente.

L'Algérie exporte pour 1 dollar et importe pour 20 !

Par ailleurs, si l'Algérie a bénéficié d'avantages commerciaux découlant de l'accord d'association avec l'UE, ces derniers commencent déjà à s'éroder, comparativement à d'autres pays associés à l'Union européenne. Et ce en attendant de connaître les résultats de l'étude d'impact de l'accord d'association, confiée à l'unité de gestion du P3A. Ainsi, selon le directeur général du commerce extérieur (au ministère du Commerce), Chérif Zaâf, les importations d'origine européenne ont crû entre 2005 et 2008, de 11,2 milliards de dollars à 20,8 milliards de dollars, soit 86% de hausse. Egalement, les importations agricoles ont crû de 133% durant la même période (de 1,2 milliard à 2,8 milliards de dollars) et les importations de produits industriels ont également doublé (de 9,8 à 17,5 milliards de dollars). Néanmoins, les exportations algé-

riennes hors hydrocarbures vers le marché européen demeurent «insignifiantes» même si elles ont augmenté de 552 millions de dollars à 1,2 milliard de dollars, dominées par les produits miniers bruts. A ce propos, Chérif Zaâf a indiqué que les contingents en franchise de droits de douane ont été faiblement consommés (seulement 6 sur 41). En d'autres termes, la balance commerciale hors hydrocarbures reste déséquilibrée en faveur de l'Union européenne : pour un dollar exporté, 20 dollars sont importés, fera-t-il remarquer.

L'attractivité aux IDE européens «en deçà»

Voire, l'Algérie n'arrive pas à diversifier ses exportations vers l'Union européenne, selon le directeur de la coopération avec l'Union européenne et les institutions européennes (au ministère des Affaires étrangères), Toufik Milat. Et cela même si l'Algérie a libéralisé son commerce et a bénéficié de la part de son partenaire européen, d'un démantèlement tarifaire immédiat

C. B.

POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE
L'attitude algérienne «réaliste»

L'attitude algérienne envers la politique européenne de voisinage (PEV) est «réaliste», selon l'ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Algérie, M^{me} Laura Baeza.

La diplomate européenne considère «logique» la position de l'Algérie qui privilégie la mise en œuvre de l'accord d'association, visant la création d'une zone de libre-échange à l'horizon 2017, «avant de voir s'il est intéressant d'aller plus loin». Selon M^{me} Baeza, l'accord d'association constitue la base de la PEV pour nombre de pays voisins et associés de l'Union européenne.

C. B.

FONDS DE RÉGULATION DES RECETTES

4 280 milliards de dinars engrangés à mai

«Au 12 mai courant, la dotation du Fonds de régulation des recettes s'est élevée à 4 280 milliards de dinars, soit l'équivalent de 60 milliards de dollars», a indiqué, hier, Hadji Baba Ammi, directeur général du Trésor, en marge des travaux de la cinquième édition du Forum international de la finance (FIF), ouverts hier à Alger.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Cette rencontre dédiée à la finance, qui s'étale sur deux jours et à laquelle prennent part des experts algériens et étrangers, est organisée par l'Association du Forum international de la finance en collaboration avec l'Abef et la Chambre de commerce et d'industrie algéro-suisse.

Hadji Baba Ammi a précisé qu'«au jour d'aujourd'hui, pas un dinar n'a encore été puisé» de cette réserve destinée à la sécurisation des programmes de développement.

Néanmoins, la question reste posée sur un éventuel recours à

cette importante manne financière pour prévenir les répercussions négatives de la crise financière mondiale sur l'économie du pays. «Et c'est là le principal défi pour l'Algérie qui doit affronter une contraction sensible des recettes et de la fiscalité pétrolières», note le directeur général du Trésor. Selon ce dernier, l'année 2009 sera celle de «l'observation» contrairement à 2008 qui fut «exceptionnelle en termes d'indices macroéconomiques».

Avec notamment une croissance hors hydrocarbures de 6%, une inflation stabilisée à 3%, une réduction de la dette

extérieure et intérieure ainsi que le recul du taux de chômage à 11,3%. Pour sa part et dans son intervention, Micheline Spoerri, ex-ministre de l'Intérieur du canton de Genève (Suisse), a abordé les relations économiques entre l'Algérie et la Suisse.

Par les chiffres, l'oratrice a indiqué que les échanges commerciaux entre les deux pays ont augmenté plus particulièrement pour les importations qui ont enregistré une hausse de 30% en 2008.

Les exportations algériennes sont dominées par les hydrocarbures et celles de la Suisse vers l'Algérie sont en majorité représentées par les produits manufacturés et pharmaceutiques. Micheline Spoerri a relevé, néanmoins, que l'économie algérienne souffre d'une faible diversification et de l'existence de lenteurs bureaucratiques contraignantes dans le processus de création d'entreprises qui

nécessite pas moins de 14 procédures. «Un point faible que l'Algérie doit améliorer», note Micheline Spoerri, de même que «la formation professionnelle et la culture d'entreprise».

Deux aspects auxquels il faut accorder une importance particulière. Mais le développement des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Suisse bute sur le retard dans la signature de l'accord de libre-échange dont «les clauses sont à l'étude par les autorités algériennes».

Sept ans après la signature de la déclaration de coopération entre les deux pays, en 2002, le projet n'a toujours pas abouti. Les négociations n'ont commencé qu'en 2007. «Et nous sommes en 2009 !» regrette Micheline Spoerri pour qui «l'accord de libre-échange est une méthode efficace et d'avenir pour que l'Algérie puisse s'assurer une transition réussie».

L. M.

FFS

Un membre du CN arrêté par la police à Biskra

Dans un communiqué rendu public hier, le FFS a indiqué qu'un membre du conseil national du parti a été arrêté par les services de police de la wilaya de Biskra. Répondant au nom de Bouhitem Chaâbane, ce dernier, selon la même source, «s'apprêtait à rejoindre le bureau fédéral du parti à Biskra pour présider une réunion de travail dans le but de préparer, dans de bonnes conditions, le déplacement d'une importante délégation du secrétariat national prévu pour la semaine prochaine».

Dans le même chapitre, le FFS a fait état «du refus des autorités locales de la wilaya de Chlef, sans motif aucun, de la tenue d'une conférence du parti au niveau du centre culturel de la wilaya».

Face à cette situation que le parti d'Aït Ahmed qualifie de «violente et revancharde», le FFS a indiqué «qu'il ne restera pas sans réagir face à cette tumultueuse vague de répressions et de dépassements», et a exigé «la libération immédiate du camarade Bouhitem Chaâbane tout en mettant en garde les autorités locales de la wilaya de Biskra quant à un éventuel mauvais traitement qu'elles infligeraient à nos militants».

R. N.

FACILITATION
DU COMMERCE

L'Union
européenne offre
son expertise

Un programme de coopération entre l'Union européenne et le ministère du Commerce est lancé dans le domaine de la facilitation du commerce. Il s'agit, selon l'ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Algérie, M^{me} Laura Baeza, d'un appui et d'un apport d'expertise en matière de protection du consommateur et de contrôle et suivi du marché.

C. B.